



Assemblée générale

Distr. générale
13 août 2013
Français
Original : anglais

Soixante-huitième session

Point 25 de l'ordre du jour provisoire*

Développement agricole et sécurité alimentaire

Développement agricole et sécurité alimentaire

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Les efforts déployés par la communauté internationale pour assurer un développement agricole et une sécurité alimentaire durables restent axés sur les problèmes de la malnutrition, de la pauvreté et de l'inégalité entre les sexes tout en s'adaptant aux défis que représentent l'évolution des marchés, les pressions environnementales et le changement climatique. Un consensus se dégage peu à peu au sein de la communauté internationale sur la nécessité qu'une action soit menée dans plusieurs domaines pour assurer la sécurité alimentaire. Parmi ceux-ci figurent la production, le commerce, l'accessibilité, la consommation et l'utilisation des aliments. Il est essentiel d'agir d'une façon exhaustive dans ces domaines pour entretenir les liens entre la sécurité alimentaire et la nutrition et les différents volets du programme de développement durable. Ce caractère multidimensionnel et ces liens montrent à quel point il est nécessaire de promouvoir une conception holistique des systèmes alimentaires et de tenir compte des défis à relever par les systèmes alimentaires dans le contexte mondial actuel.

* A/68/150.



I. Introduction

1. Par sa résolution 67/228 sur le développement agricole et sécurité alimentaire, l'Assemblée générale priait notamment le Secrétaire général de lui rendre compte à sa soixante-huitième session des faits nouveaux relatifs aux questions jugées importantes dans cette résolution, y compris la mise en œuvre des politiques nationales, régionales et internationales de développement, compte tenu de la nécessité de renforcer les synergies entre les politiques relatives à l'agriculture durable, à la diversité biologique, à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Le présent rapport a été préparé pour répondre à cette demande.

2. La sécurité alimentaire et la nutrition sont des dimensions essentielles du développement durable. L'insuffisance de sécurité alimentaire et de nutrition pèse excessivement sur nos économies et a de graves conséquences sur la vie et les capacités économiques des populations vulnérables. Un monde où tous soient à l'abri du besoin et parviennent peu à peu à jouir d'une alimentation et d'une nutrition adéquates ne peut advenir sans de profonds changements, appuyés par des politiques et des programmes favorisant un développement durable dans toutes ses dimensions. Une telle transformation et l'élimination de la pauvreté passent par un accroissement de la production agricole propre à répondre durablement aux besoins nutritionnels d'une population mondiale de plus en plus nombreuse.

3. En 1992, les États Membres ont adopté le programme Action 21¹, déclarant que « de profonds ajustements doivent être apportés aux politiques agricole, environnementale et macroéconomique, tant aux niveaux national qu'international, dans les pays développés comme dans les pays en développement, pour créer les conditions d'un développement agricole et rural durable. Vingt ans plus tard, bien que des progrès sensibles aient été réalisés dans la sensibilisation et la mise en œuvre de politiques agricoles durables, la faim et la malnutrition persistent. À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en 2012, les dirigeants mondiaux ont réaffirmé la nécessité de « promouvoir, améliorer et appuyer l'agriculture durable, ... qui améliore la sécurité alimentaire, contribue à éliminer la faim et qui est économiquement viable, tout en conservant la terre, l'eau, les ressources génétiques végétales et animales, la biodiversité et les écosystèmes, et en améliorant la résilience aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. »².

4. Le présent rapport examine les progrès réalisés et les défis à relever pour instaurer la sécurité alimentaire et la nutrition, et offre un aperçu des progrès enregistrés dans la mise en œuvre de politiques agricoles durables conformément aux textes issus de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et aux accords internationaux qui guident la mise en œuvre des politiques en matière d'agriculture, de sécurité alimentaire et de nutrition durables. Les principaux messages émanant de l'équipe de coordination de l'Équipe spéciale de haut niveau du Secrétaire général sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, ainsi que des rapports de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

¹ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, vol. I. *Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente E.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe II.

² Résolution 66/288, annexe, paragraphe 111.

(FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA), du Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres sources ont servi de base au présent rapport.

II. Les défis actuels du développement agricole et de la sécurité alimentaire dans le monde

5. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012*³ présente de nouvelles estimations la sous-alimentation sur la base d'une méthodologie révisée et améliorée. Les nouvelles estimations indiquent que les progrès réalisés par la lutte contre la faim au cours des 20 dernières années ont été supérieurs aux estimations préalables et que grâce à des efforts renouvelés, il pourrait être possible d'atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement de réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim d'ici à 2015. Toutefois, le nombre de 868 millions de personnes souffrant de sous-alimentation chronique reste inacceptablement élevé, et l'élimination de la faim demeure un grave défi mondial. D'ailleurs, ce nombre ne représente qu'une fraction du fardeau mondial de la malnutrition. On estime à 26 % le nombre d'enfants accusant un arrêt de croissance prématuré, et à deux milliards le nombre de personnes souffrant d'une ou de plusieurs carences en micronutriments⁴.

6. Soulignant le fait qu'un solide leadership politique et le choix de mesures appropriées peut faire baisser très sensiblement les niveaux de la faim et de la malnutrition, la FAO a annoncé récemment que 38 pays avaient déjà réduit de moitié le nombre ou le pourcentage de personnes souffrant de la faim, en avance sur l'échéance de 2015 des objectifs du Millénaire pour le développement. Une large part de cette activité implique une coopération entre pays en développement. Les taux de sous-alimentation, d'arrêt de croissance, d'insuffisance pondérale, de carence en micronutriments et de mortalité infantile sont en baisse sensible depuis 1990⁵. Cela dit, les progrès sont inégaux et sont parfois stoppés par des hausses des prix des produits alimentaires, un conflit ou d'autres chocs⁶, en particulier depuis 2007.

A. Situation économique

7. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la FAO, sur leur site Internet des *Perspectives agricoles 2013-2022* (www.agri-outlook.org) indiquent que l'agriculture est devenue un secteur de plus en plus influencé par le marché plutôt que par les politiques comme par le passé. Cette évolution offre aux pays en développement d'importantes perspectives d'investissement et des avantages économiques appréciables, compte tenu de l'accroissement de la demande de produits alimentaires, des possibilités d'expansion de la production et d'avantages comparatifs sur de nombreux marchés mondiaux.

³ FAO, PAM et FIDA. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012. La croissance économique est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition*. (Rome, FAO, 2012).

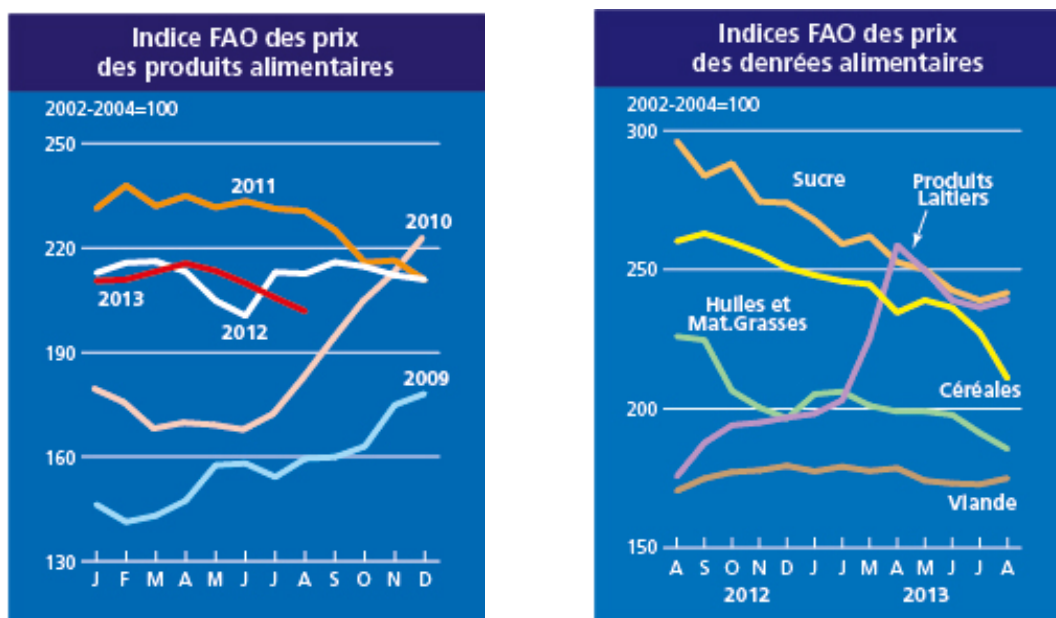
⁴ FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2013: Mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition*. Rome, 2013.

⁵ FAO, PAM et FIDA. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012*.

⁶ Équipe d'appui technique du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable. *Issue Brief on Food Security and Nutrition*, mai 2013.

Cependant, certains déficits de production, la volatilité des prix et des perturbations des échanges commerciaux continuent de menacer la sécurité alimentaire mondiale. Le rapport avertit que « tant que les stocks alimentaires des principaux pays producteurs et consommateurs restent faibles, la volatilité des prix risque de s'amplifier. Une sécheresse de grande ampleur comme celle de 2012, combinée à la faiblesse des stocks alimentaires, pourrait faire augmenter les prix mondiaux de 15 % à 40 % ».

8. L'indice FAO des prix des produits alimentaires reste quelque peu volatile, avec une moyenne de 211,3 points en juin 2013, soit près de 11 points au-dessus de son niveau de l'année précédente, mais en dessous de son niveau record de 238 points de février 2011⁷. On prévoit que la production mondiale de céréales augmentera d'environ 7 % en 2013, ce qui permettra de reconstituer les stocks mondiaux et d'entrevoir des marchés plus stables en 2013-2014. Les prix internationaux du blé ont légèrement baissé grâce aux récoltes de 2013 de l'Hémisphère nord, tandis que les prix du maïs ont augmenté sous l'effet d'approvisionnements mondiaux insuffisants. Les prix du riz à l'exportation ont affiché des tendances mitigées⁸.



9. Dans son *Rapport 2012 sur les politiques alimentaires mondiales* de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires note qu'un certain nombre de forces s'exercent sur la production, la consommation et les marchés des produits alimentaires : les hausses des revenus et l'urbanisation rapide dans de nombreux

⁷ L'indice FAO des prix des produits alimentaires mesure la variation mensuelle des prix internationaux d'un panier de produits alimentaires. Il correspond à la moyenne des indices des prix d'un groupe de cinq produits alimentaires (représentant 55 cours), pondérée en fonction de la moyenne de la part des exportations de chacun de ces groupes pour 2002-2004.

⁸ FAO. *Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR). Perspectives des récoltes et situation alimentaires*, n° 2, juillet 2013.

pays en développement sont en train de modifier la composition de la demande de produits alimentaires; et les marchés de l'énergie ont un plus fort impact sur la sécurité alimentaire en raison de la croissance des marchés des biocarburants et de la part croissante de l'énergie dans les coûts de la production agricole. Par ailleurs, les appels en faveur d'investissements accrus dans la recherche agricole et le développement pourraient favoriser des progrès dans le domaine de la productivité agricole qui influeront également sur les systèmes alimentaires⁹.

10. Le Modèle international d'analyse des politiques relatives aux produits agricoles et au commerce de l'Institut peut aider à concevoir des scénarios futurs en utilisant des politiques diverses et d'autres facteurs tels que la population, l'investissement et commerce. Les chercheurs ont utilisé ce modèle pour envisager en particulier ce qui pourrait advenir des prix des produits alimentaires et de la sécurité alimentaire si le monde assistait à un accroissement de la productivité agricole, à une hausse des prix de l'énergie ou à une baisse de la demande de viande. Les résultats indiquent que le choix de politiques débouchant sur une hausse des prix de l'énergie pourrait aboutir à des prix des produits alimentaires encore plus élevés et plus volatiles que ceux de ces dernières années. Cependant, l'accroissement de la productivité agricole, en suscitant une expansion des investissements publics et privés, favoriserait une baisse des prix des produits alimentaires, une augmentation de la production agricole et un renforcement de la sécurité alimentaire. Les modifications des modes de consommation alimentaire, l'accroissement de la productivité et les politiques énergétiques des pays émergents – notamment du Brésil, de la Chine et de l'Inde – ont des répercussions particulièrement profondes sur l'avenir de la sécurité alimentaire, compte tenu des rôles importants de ces pays en tant que producteurs et consommateurs¹⁰.

B. Les pressions environnementales

11. L'impact de l'agriculture sur l'environnement est bien documenté. Les émissions de gaz à effet de serre, la perte de biodiversité, l'utilisation excessive d'azote et de phosphore et l'acidification des océans ont atteint des niveaux alarmants. Plus de 60 % des biens et des services des principaux écosystèmes mondiaux sont dégradés ou ont atteint des niveaux d'utilisation intenable, notamment en raison des actuelles pratiques agricoles, tandis que la diversité génétique des cultures, des végétaux, des arbres et des ressources aquatiques dont dépend l'agriculture est de plus en plus menacée. Aujourd'hui, trois cultures – le blé, le maïs et le riz – fournissent à elles seules plus de la moitié de la ration calorique de l'humanité.

12. Depuis environ 1950, l'accélération de l'industrialisation et du développement humain impose une pression en constante augmentation sur les systèmes biophysiques de la Terre. L'épuisement de ressources naturelles finies, combiné à la capacité décroissante des écosystèmes à absorber les déchets de l'activité humaine, a incité les chercheurs et les décideurs à identifier et à chiffrer les « limites planétaires » à l'intérieur desquelles l'humanité peut exister sans causer de

⁹ www.ifpri.org/sites/default/files/publications/gfpr2012.pdf.

¹⁰ Institut international de recherché sur les politiques alimentaires [Food Policy Research Institute (IFPRI)]. *Rapport sur les politiques alimentaires mondiales, 2012* (Washington, 2012). <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/gfpr2012.pdf>.

dommages irréparables à l'environnement¹¹. Les limites de la planète ont déjà été dépassées dans les domaines du changement climatique, des cycles de l'azote et du phosphore et de la perte de diversité biologique : en particulier, des projections du climat fondées sur les données actuelles laissent entrevoir qu'un réchauffement moyen de la surface terrestre de plus de 2°C deviendra la norme d'ici à 2060¹².

13. Le secteur agricole est le plus durement touché de tous par les effets imprévisibles et extrêmes du changement climatique¹³. La hausse des températures moyennes accélérera la croissance et le développement des végétaux. La plupart des espèces animales ont des zones de confort comprises entre 10°C et 30°C, et à des températures plus élevées, les animaux réduisent leur consommation d'aliments de 3 à 5 % par degré supplémentaire de température. Les températures plus élevées font non seulement baisser la production animale, elles nuisent également à la fécondité. L'agriculture en sec dans les régions arides et semi-arides, où vivent plus de 40 % de la population mondiale et plus de 650 millions des êtres les plus pauvres et les plus exposés à l'insécurité alimentaire, est particulièrement vulnérable aux risques de changement et de variation climatiques, notamment à la sécheresse. Dans certaines régions du monde, une part importante de la production agricole est située dans les régions côtières basses, et le changement climatique menace particulièrement les petits États insulaires des dangers de l'intrusion d'eau saline, de l'élévation du niveau de la mer et de l'accroissement des inondations¹⁴.

14. Ces impacts, combinés à la diminution de la disponibilité en eau douce et à l'accentuation de la dégradation des sols et du déboisement, ainsi qu'à des mesures inadéquates pour faire face à ces problèmes, mettent en péril les conditions de subsistance de nombres sans cesse croissants de personnes, en particulier de ruraux et d'individus vivant en situation d'extrême pauvreté. La dégradation des écosystèmes, l'épuisement de la biodiversité et les impacts du changement climatique nuisent de façon disproportionnée aux populations les plus vulnérables, qui sont les plus vraisemblablement tributaires de l'agriculture de subsistance et souvent dépourvues de protection sociale et de filets de sécurité susceptibles d'atténuer les effets de la sécheresse, des inondations et d'autres chocs.

C. Le contexte socioéconomique

15. Les problèmes démographiques et sociaux, y compris l'attention insuffisante portée aux vulnérabilités nutritionnelles des femmes et des enfants, à l'accroissement démographique, à l'urbanisation et à l'exode rural, aux inégalités croissantes entre les divers groupes de population à l'intérieur des pays, à l'insuffisance ou l'inefficacité des systèmes de protection sociale et des filets de sécurité et à la discrimination à l'égard des groupes vulnérables, tels que les populations autochtones, entravent souvent la lutte contre la faim et la malnutrition.

¹¹ Johan Rockstrom, et al. « A Safe Operating Space for Humanity », *Nature*, Vol. 461, septembre 2009.

¹² Griggs, David et al. « Sustainable Development Goals for People and Planet », *Nature*, Vol. 495, mars 2013.

¹³ Équipe d'appui technique du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable. « Issues Brief on Sustainable Agriculture ».

¹⁴ Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, 2012. *Sécurité alimentaire et changement climatique*. (Rome, FAO, 2012).

Des actions récentes ont permis de réduire sensiblement le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance (faible taille par rapport à leur âge), d'une insuffisance pondérale (faible poids par rapport à leur âge) ou d'atrophie (faible poids par rapport à leur taille). Néanmoins, on note d'importantes disparités selon les régions : en Afrique subsaharienne, 36 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, contre 27 % en Asie¹⁵.

16. Par ailleurs, les structures de gestion ne facilitent pas toujours les efforts en vue d'accroître la sécurité alimentaire : les conflits, l'absence de volonté politique, l'incohérence des politiques et des programmes et le manque de services dans les zones rurales sont autant d'obstacles à l'action. Un chômage élevé, une distribution inégale des ressources productives, l'insécurité du régime foncier – en particulier pour les femmes agriculteurs, l'insuffisance d'investissement national dans l'agriculture et le manque d'accès aux marchés sont autant de problèmes qui nuisent à l'aptitude d'un pays à assurer la sécurité alimentaire à sa population¹⁶. Le poids de ces problèmes institutionnels et politiques retombe souvent de façon disproportionnée sur les petits exploitants et les familles d'agriculteurs. L'insuffisance de l'état de préparation et de réponse aux catastrophes se ressent également sur tous les aspects de la sécurité alimentaire. Les personnes souffrant de l'insécurité alimentaire, dont beaucoup vivent dans des zones marginales, sont démesurément exposées aux dangers naturels et sont les moins à même de faire face à leurs effets¹⁷.

17. D'après des données de juillet 2013 du Système d'information sur les marchés agricoles, des ajustements ont été apportés récemment aux politiques nationales de plusieurs pays : une réduction du prix de soutien du riz a été annoncée en Thaïlande; en Égypte, l'État a poursuivi l'achat de blé national; le déblocage des stocks de céréales détenus par l'État a été approuvé en Inde et en Fédération de Russie. Au Viet Nam, des prêts sans intérêt ont été accordés pour appuyer la détention privée de stocks de riz, tandis que des progrès ont été réalisés en Indonésie dans la mise en œuvre du mécanisme d'intervention pour le soja avec l'établissement d'un programme de stabilisation des prix.

18. En ce qui concerne les mesures d'aide à l'exportation, l'Inde a différé une décision d'autorisation d'exportations supplémentaires de blé, et le prix plancher à l'exportation a été abaissé au Viet Nam pour 35 % des brisures de riz. Pour répondre aux décisions d'importation qui ont suivi la découverte de blé génétiquement modifié en Orégon (États-Unis d'Amérique), le Département de l'agriculture des États-Unis a offert aux partenaires commerciaux une méthode d'analyse d'ADN afin de détecter la variété particulière génétiquement modifiée. L'Union européenne

¹⁵ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Organisation mondiale de la santé, Banque mondiale. Estimations conjointes de la malnutrition chez les enfants. « Niveaux et tendances de la malnutrition chez les enfants ». (New York, Genève et Washington, 2011). <http://www.who.int/nutgrowthdb/estimates/en/index.html>.

¹⁶ Comité de la sécurité alimentaire mondiale, *Global Strategic Framework for Food Security and Nutrition*, septembre 2012.

¹⁷ Équipe d'appui technique du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable. « Issues Brief on Sustainable Agriculture ».

rétablira les droits d'importation sur le blé de qualité moyenne et d'autres céréales à compter du 1^{er} juillet¹⁸.

19. La production mondiale de biocarburants a quintuplé au cours de la dernière décennie, passant de moins de 20 milliards de litres par an en 2001 à plus de 100 milliards de litres par an en 2011. L'utilisation des produits agricoles comme biocarburants pourrait s'accompagner d'une diminution de la quantité d'aliments et d'alimentation animale, ce qui entraînerait une hausse des prix et une baisse de la capacité du système à nourrir les pauvres. En revanche, elle pourrait aussi inciter les agriculteurs à produire davantage; quoi qu'il en soit, une telle éventualité dépend de l'ensemble des incitations, des risques et des coûts pour les agriculteurs. Il se produit souvent un effet de substitution tant au niveau de la consommation qu'à celui de la production, et c'est là une raison pour laquelle les hausses de prix s'étendent à d'autres cultures¹⁹.

III. Efforts réalisés et progrès observés dans la coordination et la coopération à tous les niveaux

20. Un travail important a été accompli au niveau international pour relever les défis de la faim et de la malnutrition par un accroissement de la coopération et de la coordination.

A. Le défi Faim zéro

21. Le défi Faim zéro lancé par le Secrétaire général en juin 2012 à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable exprime une vision d'un avenir sans la faim, où tous auraient accès en tous temps accès à une alimentation adéquate; où nul enfant ne souffrirait de malnutrition chronique (retard de croissance); où tous les systèmes de production et de traitement alimentaire seraient durables; où la productivité et les revenus des petits exploitants doublerait; et où le gaspillage ou la perte d'aliments seraient éliminés grâce à une production et à une consommation durables.

22. Un an plus tard, les programmes conformes à ce défi prennent forme dans 16 pays d'Amérique latine, d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Antigua et Barbuda, le Mexique et le Pakistan ont annoncé récemment des plans de lancement de programmes Faim zéro avec l'aide de partenaires nationaux et internationaux et les responsables politiques de Londres et de Mexico ont déclaré leur intention de faire de leurs villes des « Villes à faim zéro ».

23. Ce défi a été également adopté collectivement par les 23 organisations multilatérales membres du Groupe d'experts de haut niveau sur la crise de la sécurité alimentaire mondiale. Ces organismes apportent un appui à un certain nombre d'initiatives et d'organisations, y compris les nouvelles Initiatives pour libérer de la faim l'Afrique de l'Ouest et l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Union

¹⁸ Agricultural Market Information System, *Market Monitor*, No. 10, juillet 2013.
http://www.amis-outlook.org/fileadmin/user_upload/amis/docs/Market_monitor/AMIS_Market_Monitor_current.pdf.

¹⁹ Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition. *Biocarburants et sécurité alimentaire*. (Rome, FAO, 2013).

africaine, du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. En avril 2013, le Vice-secrétaire général des Nations Unies a aidé au lancement du défi à Bangkok, lors de la réunion de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique. Les Parlements de 14 pays d'Amérique latine et le Parlement européen disposent à présent de groupes multipartites d'appui à la réduction de la faim.

24. Le défi vise à unir ceux qui œuvrent pour la sécurité alimentaire et pour mettre un terme à la faim, à les encourager à définir les moyens de contribuer efficacement à cette tâche et faciliter l'accentuation des efforts collectifs. Il s'appuie sur l'approche globale de la sécurité alimentaire et la nutrition poursuivie au sein du système des Nations Unies depuis 2008, à travers des résolutions de l'Assemblée générale, des initiatives lancées par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et le Cadre d'action global créé par l'Équipe spéciale de haut niveau. Ce défi répond à une aspiration et à un appel à l'action; à une vision qui pourrait inspirer le débat en cours entre les États Membres et d'autres parties sur le programme de développement pour l'après-2015 et sur d'éventuels objectifs de développement durable sans empêcher les discussions ou limiter ce que les États Membres pourraient définir comme objectifs collectifs.

25. Il y a de nombreux moyens de relever ce défi. Jusqu'ici, ce sont les initiatives locales et nationales qui ont ouvert la voie, généralement sous l'impulsion des gouvernements, des maires ou des organisations non gouvernementales, avec l'appui d'organismes de la société civile, d'organisations d'agriculteurs et de consommateurs, d'entreprises et de parlementaires. Il y a en outre largement matière des actions individuelles, appuyées par les institutions politiques régionales, les organisations non gouvernementales, les entreprises et les organisations internationales, y compris celles du système des Nations Unies, qui redéfinit son action autour de ce défi, afin d'apporter un appui plus efficace et cohérent aux initiatives des pays.

B. Renforcer la nutrition

26. La sécurité alimentaire et la nutrition sont des questions multidimensionnelles qui transcendent l'apport calorique. La malnutrition – que ce soit la sous-alimentation, les carences en micronutriments ou l'excédent de poids et l'obésité – est causée par une interaction complexe de facteurs économiques, sociaux, environnementaux et comportementaux qui empêchent la personne de consommer et de bénéficier pleinement d'une alimentation saine²⁰. Pour faire face à ces problèmes, il faut un programme complet agissant sur la production, la qualité et la diversité alimentaires, le revenu et l'accès à l'alimentation, l'utilisation et la consommation, et sur l'accès à des soins de santé, à l'eau, à l'assainissement et à l'éducation.

27. Le mouvement pour renforcer la nutrition encourage l'engagement politique et l'alignement des programmes afin de réduire la faim et la sous-alimentation dans le monde, en mettant l'accent sur la sous-alimentation des femmes, en particulier des femmes enceintes et des femmes qui allaitent, et des enfants de moins de deux ans. La malnutrition pendant les 1 000 jours qui s'écoulent entre la grossesse et le

²⁰ FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, 2013.

deuxième anniversaire de l'enfant nécessite une attention particulière et des stratégies spécialisées.

28. Depuis son lancement en 2010, 41 pays ont adhéré à ce mouvement; 30 ont mis en place des programmes qui mobilisent la population et ont nommé un représentant de l'État; 20 indiquent avoir actualisé leurs plans de nutrition et les avoir inscrits à leur budget; et 15 réduisent le retard de croissance à un rythme annuel de 2 % et plus. Plus de 100 parties prenantes à travers le monde apportent un appui à ces pays, avec la possibilité d'aider 81 millions d'enfants souffrant d'un retard de croissance²¹.

29. D'après le Mouvement « Renforcer la nutrition », la lutte contre la malnutrition réside essentiellement dans la satisfaction des besoins immédiats des populations vulnérables à la malnutrition et dans la réponse aux facteurs sous-jacents de la sous-alimentation, tels que la pauvreté, par la conception de vastes programmes de développement qui tiennent compte des problèmes de nutrition. Pour que l'agriculture, la protection sociale, le développement du jeune enfant, l'éducation, l'eau et l'assainissement et d'autres programmes répondent aux besoins de la nutrition, il leur faut s'attaquer aux facteurs plus généraux qui contribuent à la malnutrition – tels que le revenu, la sécurité alimentaire, l'autonomisation des femmes et la qualité de l'alimentation et contribuer ainsi sensiblement à l'amélioration de la nutrition et de la vie. Des programmes d'une telle ampleur peuvent également favoriser une action plus directe, notamment en veillant à ce que les écoles inscrivent la nutrition dans leurs programmes.

30. Pour surmonter les multiples effets de la malnutrition, il faut agir sur plusieurs questions et secteurs afin d'inclure la nutrition dans tous les efforts de développement. Le Mouvement « Renforcer la nutrition » tient compte du fait que les causes de la malnutrition englobent non seulement des facteurs que la plupart des gens associent généralement à la nutrition, mais aussi des facteurs qui touchent au contexte plus large de la vie et de la santé. Il cherche à appliquer à la fois des interventions touchant directement la nutrition et des approches la visant indirectement. Parmi les premières figurent un appui à un allaitement maternel exclusif jusqu'à l'âge de six mois et continu par la suite, ainsi qu'une alimentation appropriée et nutritive jusqu'à l'âge de deux ans; l'utilisation d'aliments fortifiés et de suppléments à base de micronutriments, ainsi que le traitement de la malnutrition aiguë.

31. Les approches visant indirectement la nutrition tiennent compte des liens entre la nutrition et d'autres facteurs connexes, tels que la nécessité de rendre l'alimentation nutritive accessible à tous et d'aider les petites exploitations en tant que source de revenus et d'aliments; l'amélioration de l'accès à une eau salubre et à l'assainissement, afin de réduire l'infection et la maladie; la nécessité de faire en sorte que les enfants aient suffisamment d'énergie pour recevoir une bonne instruction et gagner un revenu adéquat quand ils arrivent à l'âge adulte; un meilleur accès aux services de santé, afin que les femmes et les enfants restent en bonne santé; une population plus forte et plus saine et un niveau de vie suffisant pour renforcer sa résistance et mieux faire face aux situations d'urgence et aux conflits;

²¹ Pour plus de renseignements sur ce Mouvement et les pays participants, voir : <http://scalingupnutrition.org>

et surtout, des femmes habilitées à assumer des tâches de responsabilité au sein de leurs familles et de leurs communautés.

32. Il importe donc que la recherche agricole continue de renforcer la productivité, tout en prêtant plus d'attention aux aliments riches en nutriments, tels que les fruits, les légumes, les légumineuses et les produits animaux, et à des systèmes de production plus durables. Les actions sur la production sont plus efficaces lorsqu'elles sont sensibles aux rôles des hommes et des femmes et qu'elles s'accompagnent d'une éducation en matière de nutrition. Les progrès réalisés sur les chaînes traditionnelles d'approvisionnement peuvent aider à réduire les pertes, à faire baisser les prix et à accroître la diversité des choix pour les familles à faible revenu. La croissance des circuits modernes de vente au détail et des industries alimentaires peut faciliter l'utilisation de fortifiants pour combattre la malnutrition, mais l'offre accrue d'aliments conditionnés, à forte dose de transformation peut contribuer à la suralimentation et à l'obésité²². Par ailleurs, les chaînes d'approvisionnement modernes ne sont pas toujours facilement accessibles aux petits exploitants, dont beaucoup produisent la majeure partie de l'alimentation dans les pays en développement, ce qui peut avoir un effet négatif sur la nutrition même des agriculteurs.

C. Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine

33. Avec l'appui de la communauté internationale, l'Afrique joue un rôle de premier rang dans la mise en œuvre d'un certain nombre de programmes s'inscrivant dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, notamment du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine.

34. En 2013, dans le communiqué de Lough Erne, les membres du Groupe des huit ont réaffirmé leur engagement à agir avec l'ampleur et l'urgence nécessaires afin d'instaurer une sécurité alimentaire et une nutrition durables, en tenant compte du rôle critique que jouent les petits exploitants et en particulier les femmes. Ils ont également réaffirmé leur engagement envers le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine, en tant que cadre d'orientation pour la transformation de l'agriculture en Afrique, et se sont félicités de l'établissement d'un solide système pour suivre les résultats affichés sur le cadre de suivi de ce programme.

35. La Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition a été scellée à la réunion de 2012 du Groupe des huit en tant que moyen d'accroître l'investissement privé à l'appui des Plans nationaux d'investissement du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine. Cette nouvelle alliance est alignée sur ce programme et utilise l'approche « Croissance en Afrique » fondée sur l'initiative du Forum économique mondial la Nouvelle, qui propose une nouvelle vision de l'agriculture²³. L'objectif déclaré est d'attirer le secteur privé en créant un

²² FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* 2013.

²³ Voir www.weforum.org/issues/agriculture-and-food-security#nva.

environnement porteur pour les entreprises et les agriculteurs afin de stimuler la productivité et d'accroître ainsi les revenus des petits exploitants africains.

36. Le rapport d'activité 2013 sur la Nouvelle Alliance insiste sur la mise en œuvre des réformes et sur les efforts en vue de stimuler l'investissement privé, ainsi que sur l'utilisation de moyens destinés à mobiliser les capitaux, à améliorer l'accès aux nouvelles technologies, à gérer les risques et à améliorer la nutrition. Le Bénin, le Malawi et le Nigéria sont actifs au sein de cette Nouvelle Alliance, et des démarches ont été amorcées afin de développer un nouveau cadre de coopération avec le Sénégal.

37. Le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, lancé en 2010 par la communauté internationale en tant que moyen d'orienter efficacement les investissements à long terme vers la sécurité alimentaire et la nutrition, a reçu en 2013 pour 1,3 milliard de dollars d'annonces de contribution (soit 940,8 millions de dollars au guichet du secteur public, 308,7 millions de dollars au guichet du secteur privé et 68,5 millions de dollars en attente d'allocation).

38. Ce programme a alloué un montant de 658 millions de dollars aux programmes de 18 pays : le Bangladesh, le Burundi, le Cambodge, l'Éthiopie, Haïti, la Gambie, le Kirghizstan, le Liberia, le Malawi, la Mongolie, le Népal, le Niger, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, le Tadjikistan et le Togo. En juin 2013, la troisième demande de propositions de ce programme s'est achevée avec la présentation de plans par 20 pays pour un total de 732,8 millions de dollars.

D. Comité de la sécurité alimentaire mondiale

39. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale joue un rôle clé face au problème de la sécurité alimentaire mondiale. En 2009, dans le cadre de la réforme de ce comité, un Secrétariat conjoint FAO, FIDA et PAM, un Groupe consultatif à multiples parties prenantes et un Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition ont été créés pour évaluer et analyser la situation actuelle de la sécurité alimentaire et de la nutrition et leurs causes profondes; offrir une analyse scientifique fondée sur les connaissances et des conseils sur certaines questions de politique, en utilisant la recherche, les données et les études techniques de haut niveau existantes; identifier les problèmes nouveaux, aider à fixer les priorités concernant les actions futures et concentrer directement l'attention sur certains domaines essentiels.

40. Le Groupe d'experts de haut niveau a reçu son mandat du Comité de la sécurité alimentaire mondiale dont il relève. Il présente ses rapports, recommandations et conseils indépendamment des positions gouvernementales, afin d'étayer le débat à l'aide d'une analyse détaillée et de conseils. Ce groupe a une structure à deux étages : un Comité de direction, composé de 15 experts de renommée internationale dans tout un ensemble de domaines liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et des Équipes de projet qui agissent sur certains projets spécifiques et sont choisies et chargées par le Comité de direction de faire rapport sur certaines questions particulières.

41. Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, approuvées en mai 2012 par le Comité de la sécurité

alimentaire mondiale, servent de référence et de source de conseils pour améliorer la gouvernance des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, avec pour objectif essentiel d'assurer la sécurité alimentaire pour tous et d'aider à la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Elles sont conformes aux instruments internationaux et régionaux, y compris aux objectifs du Millénaire pour le développement qui traitent des droits de l'homme et des droits fonciers. Pour ceux qui cherchent à améliorer la gouvernance des régimes fonciers, ces directives incitent à examiner régulièrement ces instruments et les obligations et engagements volontaires qu'ils impliquent.

42. En juin 2013, les dirigeants du Groupe des huit ont salué ces directives et se sont engagés à promouvoir une plus grande transparence dans les transactions foncières, y compris aux premiers stades, et à accroître l'aptitude à développer des systèmes de bonne gouvernance foncière dans les pays en développement. Pour appuyer certains processus régionaux tels que l'Initiative sur les politiques foncières de l'Union africaine, ils ont annoncé l'établissement de partenariats avec le Burkina Faso (États-Unis d'Amérique), la Namibie (Allemagne), le Nigéria (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), le Niger (Union européenne), le Sénégal (France), le Soudan du Sud (Union européenne) et la République Unie de Tanzanie (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), afin d'accélérer et de cibler l'aide aux programmes de gouvernance foncière existants, de concert avec le secteur privé, notamment les agriculteurs, et la société civile. Cet appui sera adapté aux besoins de chaque pays et à ses plans nationaux de développement, avec pour objectif d'améliorer la gouvernance foncière, en particulier la transparence des transactions foncières d'ici à 2015. Par ailleurs, l'Italie et le Japon ont accentué leur aide à travers la FAO et la Banque mondiale à la mise en œuvre des directives dans les pays en développement.

43. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, à travers un processus de consultation inclusif et respectueux de l'ensemble des intéressés, travaille à l'élaboration d'un ensemble de principes afin de promouvoir un investissement responsable dans l'agriculture, propre à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Ces principes doivent tenir compte des cadres d'orientation existants et s'inspirer des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Ils s'appliqueront à tous les types d'investissement dans les chaînes de valeur agricoles et les systèmes d'alimentation, y compris aux investissements qui sont effectués par, pour et avec les petits producteurs et les investissements dans la recherche et la vulgarisation agricoles et les transferts de technologie. Ils couvriront également les investissements étrangers et nationaux, publics et privés et de petite, moyenne et grande envergure.

44. Cette élaboration répond aux propositions de Principes pour un investissement agricole responsable respectueux des droits, des moyens de subsistance et des ressources, définis par la FAO, le FIDA, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et la Banque mondiale, et se déroule en étroite coopération avec le processus d'élaboration de principes pour une agriculture durable par le Pacte mondial des Nations Unies.

IV. Progrès dans la mise en œuvre de l'approche à deux voies

45. Le Cadre d'action global actualisé de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire constitue l'approche coordonnée adoptée au sein de l'ensemble du système des Nations Unies pour appuyer l'action des pays en vue d'assurer un mode de vie durable aux populations rurales et la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous. Les efforts consacrés à assurer une sécurité alimentaire et une nutrition durables sont inspirés et guidés par dix principes :

- a) Une approche à deux voies de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- b) La nécessité d'une approche globale;
- c) Les petits exploitants, en particulier les femmes, doivent être au centre de l'action;
- d) Une focalisation accrue sur la résilience des modes de subsistance des ménages;
- e) Des investissements plus substantiels et de meilleure qualité dans la sécurité alimentaire et la nutrition;
- f) L'importance de marchés et d'échanges ouverts et fonctionnant bien;
- g) L'intérêt d'avoir des partenariats à multiples parties prenantes et multisectoriels;
- h) Un engagement politique durable et une bonne gouvernance;
- i) Des stratégies appliquées à l'initiative des pays et bénéficiant d'un appui régional; et
- j) La responsabilité à l'égard des résultats.

46. L'approche globale à deux voies de la sécurité alimentaire et de la nutrition repose sur une action directe visant à combattre immédiatement la faim chez les éléments les plus vulnérables et sur des actions à long terme à l'appui du développement d'une agriculture durable, de la sécurité alimentaire et la nutrition; ainsi que sur des programmes de développement rural destinés à éliminer les causes profondes de la faim et de la pauvreté, y compris par la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate.

47. Pour assurer la sécurité de l'alimentation et de la nutrition, il faut apporter des changements structurels à travers l'ensemble des systèmes alimentaires, de la production à la consommation. Parmi les principales conditions à remplir figurent un accroissement de la productivité agricole et de la viabilité à long terme de l'agriculture, la réduction des pertes et du gaspillage de produits alimentaires, l'atténuation de l'impact des brusques hausses et de la volatilité des prix, la promotion d'une alimentation nutritive et le renforcement de la résistance aux chocs. Un cadre de politiques favorables à un investissement responsable dans le développement des secteurs ruraux, y compris dans les marchés et les chaînes d'approvisionnement de produits alimentaires, est essentiel au progrès. Les systèmes de protection sociale sont également d'une importance critique.

A. Mesures de sécurité à court terme

48. La protection sociale joue un rôle important dans de nombreuses stratégies nationales de réduction de la malnutrition. Elle comprend des programmes spécifiquement conçus pour répondre aux besoins nutritionnels des femmes en âge de procréer, des femmes enceintes et des mères qui allaitent. En outre, certaines mesures, telles que les initiatives « plancher » de protection sociale, sont de plus en plus souvent perçues comme éléments des stratégies de promotion de la croissance et de l'investissement. Des programmes intégrés de protection sociale ayant explicitement pour objectifs la sécurité alimentaire et la nutrition ont été lancés dans certains pays tels que le Brésil, la Colombie, l'Éthiopie, le Kenya et le Mexique, encore que les raisons de leur impact sur la nutrition ne soient pas toujours évidentes.

49. Les transferts monétaires conditionnels ont montré que pour avoir un impact positif sur la nutrition, il leur faut obéir à une approche multidimensionnelle. Parmi les exemples de succès figurent des programmes de promotion des soins de santé, de l'éducation et d'habilitation des femmes. On a constaté que les transferts monétaires non assortis de conditions pouvaient aussi contribuer à réduire le retard de croissance dans certains pays (tels que l'Équateur et l'Afrique du Sud). Il ressort de la recherche que pour réussir, les programmes de filets de sécurité doivent combiner plusieurs approches (par exemple, espèces plus nourriture) pour répondre à chaque situation (capacité locale d'offre d'aliments)²⁴. Grâce au Centre d'excellence contre la faim du Programme alimentaire mondial, le Brésil a rendu publique la réussite de son expérience « Fome Zero » (Faim zéro) d'amélioration de ses programmes nationaux de repas scolaires, de l'agriculture familiale et de la distribution d'aliments.

50. En 2012, le PAM a distribué 3,5 millions de tonnes de produits alimentaires, aidant plus de 97,2 millions d'êtres dans 80 pays et répondant aux crises alimentaires en République démocratique du Congo, au Myanmar en République arabe syrienne, au Yémen et au Sahel.

51. Le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO sur l'alimentation et l'agriculture suit constamment les perspectives de l'agriculture et de la sécurité alimentaire aux niveaux mondial, régional, national et local et avertit des dangers de difficultés d'approvisionnement alimentaire et de situations d'urgence. Il tient une base de données unique sur l'offre et la demande de produits alimentaires dans chaque pays et vise à fournir régulièrement aux décideurs et à la communauté internationale une information actualisée, afin que des interventions puissent être préparées en temps voulu et afin d'éviter les souffrances.

52. L'Alliance globale pour l'Initiative Résilience au Sahel vise à promouvoir une plus grande résilience chez les populations vulnérables du Sahel en créant plus de synergie entre les opérations d'urgence et les stratégies à long terme destinées à combattre les causes profondes des crises alimentaires, en partenariat avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union économique et monétaire ouest-africaine et le Comité inter-États permanent de lutte contre la sécheresse dans le Sahel.

²⁴ Équipe d'appui technique du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable. « Issues Brief on Sustainable Agriculture ».

B. Assurer une agriculture durable et la sécurité alimentaire pour le long terme

53. Des actions sont en cours aux niveaux international, régional et local pour renforcer la capacité des pays en développement, en particulier celle de leurs petits producteurs, afin d'accroître la production, la productivité et la qualité nutritionnelle des cultures vivrières et de promouvoir des pratiques durables dans les activités agricoles avant et après la récolte.

54. L'égalité des sexes et l'habilitation des femmes doivent être la pierre angulaire des stratégies de sécurité alimentaire et de nutrition. Les femmes ont des rôles multiples à jouer pour s'assurer que la sécurité alimentaire et une nutrition adéquate, et les inégalités entre les sexes soient considérées comme l'un des principaux obstacles au progrès. L'écart entre les sexes persiste vis-à-vis de nombreux actifs, intrants et services. Les femmes ont besoin de jouir de l'égalité d'accès aux ressources productives, aux possibilités de revenu, à l'éducation, au crédit et à la protection sociale pour avoir une influence positive sur la sécurité alimentaire et sur une agriculture durable.

55. Les gouvernements sont invités à investir et à redoubler d'efforts afin de répondre aux besoins essentiels des femmes des régions rurales, y compris aux besoins liés à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle et à celle de leurs familles, et de les aider à promouvoir des niveaux de vie adéquats pour elles-mêmes ainsi que des conditions décentes de travail et d'accès aux marchés locaux, régionaux et mondiaux. Il faut que se poursuive la croissance des coopératives agricoles, grâce à une facilité d'accès à un financement abordable, à l'adoption de techniques de production durables, à des investissements dans les infrastructures rurales et l'irrigation, au renforcement des mécanismes de marché et à l'encouragement à la participation des femmes à l'activité économique.

56. L'intensification d'une agriculture durable doit être fondée sur un ensemble de techniques amplement connues mais pas amplement appliquées, telles que le labour à travail minimum du sol, l'utilisation d'engrais organiques, la lutte contre les ennemis naturels des cultures, l'utilisation et le partage de variétés de semences traditionnelles et améliorées, la gestion intégrée des sols, de l'eau et des végétaux, l'assolement et l'utilisation de cultures intercalaires dans les systèmes d'agroforesterie. L'un des avantages de ces techniques est qu'elles reposent généralement sur des connaissances qui relèvent du domaine public, notamment les connaissances traditionnelles des populations autochtones et d'autres communautés d'agriculteurs et d'éleveurs. Le partage des connaissances – en particulier entre agriculteurs – est vital pour leur ample diffusion.

57. Les difficultés auxquelles se heurtent les populations autochtones du point de vue de la sécurité alimentaire obligent les États à prendre des mesures particulières pour combattre les causes profondes du niveau disproportionnellement élevé de la faim et de la malnutrition parmi ces populations. Aux termes de sa résolution 66/221, l'Assemblée générale a proclamé l'année 2013 l'Année internationale du quinoa et encouragé tous les États Membres, les organisations du système des Nations Unies et les autres parties prenantes pertinentes à tirer profit de cette Année pour promouvoir le savoir traditionnel des populations andines et autres populations autochtones; à contribuer à assurer la sécurité alimentaire, la nutrition et

l'élimination de la pauvreté et à faire connaître leur contribution au développement social, économique et environnemental; et à partager les bonnes pratiques sur le déroulement des activités durant cette année, comme il est indiqué dans le plan directeur d'activités (A/67/553, appendice).

58. L'Année internationale du quinoa a attiré l'attention du monde sur la diversité biologique et la valeur nutritive du quinoa et fait ressortir la possibilité qu'il offre de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale, en particulier dans les pays où la population n'a pas accès à d'autres sources de protéines et où les conditions de production sont limitées. Le quinoa est le seul aliment végétal qui contient tous les acides aminés, vitamines et oligoéléments essentiels, et peut donc apporter une importante contribution à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'élimination de la pauvreté. Il peut s'adapter de façon extraordinaire à différents sols agro-écologiques et est économe en eau et tolérant et résistant au manque d'humidité du sol.

59. Les cadres techniques et normatifs nécessaires à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité du quinoa à travers le monde, les partenariats créés pour promouvoir la culture du quinoa et les actions menées pour faire reconnaître la contribution des populations autochtones des Andes accentuent la sensibilité du monde à l'importance du développement de systèmes de production durables (Ibid., p. 8).

60. L'impact des biocarburants fait l'objet d'un débat au sein de plusieurs instances et figure à l'ordre du jour de la quarantième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, prévue pour octobre 2013. Les défenseurs des biocarburants estiment que ceux-ci offrent un moyen critique de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'atténuer les effets du changement climatique. Leurs critiques déclarent que l'utilisation de cultures vivrières telles que le maïs et le soja pour produire du carburant plutôt que pour l'alimentation fait monter les prix mondiaux des produits alimentaires et contribue à la faim et à l'insécurité alimentaire.

61. Les pratiques agricoles sensibles au climat qui visent à renforcer la résilience des groupes vulnérables et des systèmes alimentaires, notamment l'agroforesterie, l'agriculture de conservation, les programmes de gestion des eaux, les semences résistantes à la sécheresse et aux inondations et la gestion durable de l'élevage, peuvent aussi avoir un impact plus large en faisant de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation une préoccupation première et un objectif pour tous les agriculteurs et les producteurs de produits alimentaires, en particulier les petits producteurs.

62. Le problème de la réduction des pertes et du gaspillage est l'un des cinq objectifs du Défi Faim zéro. Bien que le monde produise plus que suffisamment de nourriture pour répondre aux besoins nutritionnels de chacun, d'énormes quantités d'aliments sont perdues ou gaspillées, tant au stade de la production qu'à celui de la consommation. Ce sont là des problèmes que la communauté internationale est décidée à combattre plus efficacement – les premiers, par de meilleures méthodes de manipulation et de stockage après la récolte, et les seconds essentiellement par des changements dans les modes de consommation dans les pays en développement. L'élimination ou une réduction substantielle des pertes et gaspillages permettrait d'accroître sensiblement la quantité d'aliments disponibles et aiderait à répondre à la question de savoir comment le monde parviendra à nourrir deux milliards d'êtres

supplémentaires au cours des prochaines décennies sans occasionner de destruction supplémentaire de forêts ni de nouvelle dégradation des sols.

63. Nombre de pays aspirent à adopter de nouveaux modèles de production et de consommation d'aliments fondés sur les trois dimensions de la durabilité, avec d'ambitieux objectifs de réduction des pertes ou gaspillages après la récolte ainsi que de nouveaux mécanismes de gouvernance des systèmes d'agriculture, de nutrition et d'alimentation de valeur universelle quoique différenciée. Cette approche novatrice a gagné des appuis lors d'une rencontre de haut niveau sur la Consultation thématique mondiale du Groupe des Nations Unies pour le développement sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015 tenue à Madrid en avril 2013²⁵.

64. Des progrès ont été également enregistrés dans le cadre de l'initiative « Pensez, mangez, préserver », qui vise à réduire les pertes et gaspillages d'aliments, avec l'appui notamment de la FAO et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. En 2013, la Journée mondiale de l'environnement avait pour thème d'inciter les populations à économiser la nourriture, avec des manifestations été organisées dans ce sens dans plus de 150 pays.

65. En fin de compte, ce sont les consommateurs qui décident de ce qu'ils mangent et par conséquent de ce que doit produire le système d'alimentation. Néanmoins, les gouvernements, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile peuvent tous aider les consommateurs à prendre des décisions plus saines, à réduire le gaspillage et à contribuer à une utilisation durable des ressources, en offrant des informations claires et précises et en assurant l'accès à une alimentation diverse et d'une bonne valeur nutritive.

66. Une meilleure gestion des systèmes d'alimentation à tous les niveaux, facilitée par un appui politique en haut lieu, est nécessaire pour former une vision commune, appuyer des mesures fondées sur les faits et promouvoir une coordination et une collaboration efficaces par une action multisectorielle intégrée.

V. Progrès dans la fourniture de moyens d'exécution

67. La sécurité alimentaire et la nutrition sont à la fois un problème mondial et une responsabilité nationale. Tous plans visant à relever les défis de la sécurité alimentaire et de l'élimination de la pauvreté eu égard à cette sécurité doivent être articulés, conçus, proposés et lancés comme il convient de concert avec toutes les parties prenantes au niveau national. Les États Membres, en particulier ceux qui souffrent d'insécurité alimentaire, doivent faire de la sécurité alimentaire et de la nutrition l'une de leurs grandes priorités et en attester dans leurs programmes et budgets nationaux.

68. La faim et la sécurité alimentaire étaient le thème des réunions de haut niveau tenues en 2013 à Addis Abeba, Bruxelles, Dublin, Londres, Madrid, Paris et Washington. À ces réunions, les gouvernements, les organisations de la société civile et le secteur privé ont pris des engagements concrets afin d'éliminer la faim, avec des annonces de contribution de plus de 25 millions de dollars faites lors de la rencontre de haut niveau de Londres qui a précédé le sommet du Groupe des huit sur

²⁵ <http://www.worldwewant2015.org/food2015>.

le thème « Nutrition pour la croissance ». Le Groupe des huit lui-même, dans le Communiqué de Lough Erne, a réitéré son appui au Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire concernant le financement des activités de développement agricole lancées par les pays, en particulier de celles qui obtiennent de bons résultats en matière de nutrition, et l'encouragement à accroître les flux de capitaux privés vers les petits exploitants et les agro-industries des pays en développement.

69. La collaboration internationale est essentielle au partage des connaissances et des données d'expérience, à l'innovation, au renforcement des capacités, au financement et à une gestion inclusive et équitable des marchés et des ressources communes. À tous les niveaux, il importe que se forment des partenariats entre de multiples parties prenantes, afin de réunir l'ensemble complet des acteurs, en particulier les petits producteurs et leurs organisations, pour répondre aux priorités de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Cela exige des efforts communs réalisés dans un esprit de partenariat, fondés sur des principes d'équité, d'inclusion et de durabilité et appuyés par une bonne gouvernance et la responsabilité de tous. Les investissements publics et privés dans les systèmes alimentaires doivent renforcer la capacité d'investissement des petits producteurs, améliorer leur accès aux ressources financières et productives et faciliter leur accès aux marchés, à la technologie et aux connaissances.

70. Bien qu'il soit amplement admis qu'un système commercial multilatéral équitable et non-discriminatoire soit de nature à promouvoir l'agriculture et le développement rural dans les pays en développement et la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire, l'heureux aboutissement du Cycle de Doha dans son ensemble reste chimérique pour le proche avenir. Conformément au mandat de la Huitième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce et à l'approche de la Neuvième Conférence ministérielle, qui doit se tenir à Bali (Indonésie) en décembre 2013, les États Membres sont décidés à poursuivre les négociations dans les domaines où des progrès peuvent être réalisés plutôt qu'en vue de la pleine conclusion du Cycle de Doha. À cet égard, une proposition du Groupe des 33 pays en développement sur la détention de stocks de produits alimentaires et l'aide alimentaire a suscité des pourparlers productifs au sein du groupe de négociation sur l'agriculture en prévision de la prochaine conférence.

71. Certaines possibilités de convergence ont commencé à se faire jour. Toutefois, il reste encore de profondes divergences sur certaines des questions essentielles : alors que l'objectif est la sécurité alimentaire, les principaux obstacles à un accord sur cette proposition portent sur des dispositions qui permettraient aux gouvernements des pays en développement d'acheter des produits alimentaires à des prix fixés par eux afin de les stocker dans un but de sécurité alimentaire ou de les distribuer à titre d'aide alimentaire sans qu'ils aient à être considérés comme une source de distorsion commerciale, à laquelle seraient imposées des limites. D'autres pays contestent l'ampleur de ce problème pour la plupart des pays en développement. Deux autres propositions, émanant du groupe de 20 pays en développement sont axées sur a) l'administration des quotas tarifaires et b) les subventions à l'exportation et sur certaines questions connexes regroupées sous le titre de « concurrence à l'exportation », et prescrivent dans un premier temps

l'élimination des subventions à l'exportation et le contrôle du crédit à l'exportation afin de réduire le risque que ce crédit soit subventionné²⁶.

VI. L'avenir

A. Renforcer la résilience

72. À mesure que les efforts en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015 s'intensifieront au cours de l'année à venir, l'aide aux pays en développement qui sont en retard devra être ciblée sur les causes sous-jacentes de la faim et de la malnutrition et sur la reconnaissance des liens entre une agriculture durable et une productivité accrue, l'égalité des sexes, la pauvreté, le chômage, l'infrastructure, la santé et le bien-être, une bonne gouvernance et la volonté politique, qui sont au centre du processus de développement. En fait, il existe une forte interdépendance entre la sécurité alimentaire et la nutrition et de nombreux autres objectifs du Millénaire pour le développement, notamment ceux qui ont trait à la santé maternelle et infantile, à l'éducation, à l'égalité des sexes et à la pauvreté. La Manifestation spéciale sur les objectifs du Millénaire pour le développement qui doit se tenir en septembre 2013, lors de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, sera l'occasion de faire campagne pour l'accélération des progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et pour faire en sorte que de nouveaux engagements soient sollicités pour les initiatives en vue de permettre cette accélération.

B. Objectifs de développement durable, sécurité alimentaire, nutrition et agriculture durable

73. Les discussions menées en mai 2013, lors de la troisième réunion du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs de développement durable, ont traité fermement des questions concernant la sécurité alimentaire, la nutrition et une agriculture durable et ont reconnu les liens inhérents entre ces questions et l'élimination de la pauvreté, la sécurité de l'approvisionnement en eau, la sécheresse, la désertification et la dégradation des sols et de nombreuses autres questions qui devront éventuellement être intégrées aux objectifs de développement durable et autres objectifs et indicateurs connexes.

74. Lors de la réunion précitée, un certain nombre d'États Membres et de groupes importants ont salué le Défi Faim zéro et exprimé leur appui à la vision d'un monde débarrassé de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes – en particulier du retard de croissance – et où l'agriculture et les systèmes d'alimentation seraient durables et contribueraient à éliminer la pauvreté rurale en incluant les petits agriculteurs hommes et femmes, les travailleurs ruraux et les paysans sans terre.

75. Le Groupe de travail ouvert s'est déclaré généralement acquis à la nécessité d'une approche globale, intégrée et inclusive du développement durable qui favoriserait une agriculture et des systèmes alimentaires durables. La question est de savoir comment définir un objectif possible de sécurité alimentaire, de nutrition et d'agriculture durable parmi les Objectifs de développement durable qui soit concis,

²⁶ http://www.wto.org/english/news_e/news13_e/agng_23may13_e.htm.

de caractère universel et applicable au niveau national, ce qui suppose une vision d'ensemble des défis à relever.

76. Selon le consensus qui se dégage au sein de la communauté internationale, des actions multidimensionnelles s'imposent pour assurer la sécurité alimentaire. Ces actions doivent notamment : porter sur la disponibilité, l'accès, la stabilité, la consommation et l'utilisation des produits alimentaires²⁷, et sur l'amélioration de la santé et de l'hygiène; tenir compte des liens critiques entre la sécurité alimentaire, l'eau, l'énergie et le changement climatique; et investir dans une agriculture durable et le développement rural. Il est essentiel d'agir conjointement sur toutes ces dimensions si l'on veut agir sur les liens qui existent entre la sécurité alimentaire et la nutrition et les différents aspects des objectifs de développement durable. Ce caractère multidimensionnel et ces liens peuvent être saisis lors de la formulation d'un objectif général de développement durable, de résultats visés au titre d'objectifs connexes, de la définition d'indicateurs sensibles à la nutrition applicables à différents objectifs et de la promotion d'approches et de stratégies sensibles à la nutrition pour la réalisation des objectifs de développement durable.

77. Du fait de ce caractère multidimensionnel et de cette complexité, il peut être nécessaire de tirer des conclusions concernant à la fois la sécurité alimentaire et la nutrition et les facteurs dont elles dépendent (à savoir les liens avec une agriculture durable, le développement rural, l'interdépendance entre les régions rurales et urbaines, l'infrastructure, l'éducation, l'eau, la santé, des emplois décents, la protection sociale, l'habilitation des femmes et l'égalité des sexes). Il importe également de promouvoir une vision d'ensemble des systèmes alimentaires, englobant toutes les activités liées à l'alimentation (production, stockage, conditionnement, commerce et consommation) et tenant compte des défis auxquels se trouvent confrontés les différents systèmes d'alimentation dans le contexte mondial actuel. Une telle approche nécessitera également de meilleurs mécanismes pour le devoir de diligence, et d'importants efforts en vue de coordonner et de suivre les impacts de nombreuses initiatives nouvelles.

78. Pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition à l'aide de systèmes d'agriculture et d'alimentation durables, il importe notamment de réduire les gaspillages et les pertes après récolte; d'accroître la productivité et les revenus des petits exploitants et des femmes agriculteurs; de créer une agriculture durable; et de mettre fin à la malnutrition et d'assurer le droit à l'alimentation²⁸.

C. Le développement de l'agriculture et la sécurité alimentaire dans le programme de développement au-delà de 2015

79. Le rapport récent du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015 a suggéré que l'examen de l'objectif d'assurer la sécurité alimentaire et une bonne nutrition pourrait être confié au Groupe de travail ouvert. Cet objectif pourrait être notamment de mettre un terme à la faim et de protéger l'accès de quiconque à une alimentation suffisante, saine,

²⁷ Par utilisation, on entend généralement la façon dont l'organisme tire le maximum des divers nutriments contenus dans les aliments.

²⁸ Voir le résumé du co-Président, Troisième réunion du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable. Mai 2013. Voir <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1630>.

abordable et nutritive; de réduire le retard de croissance, le gaspillage et l'anémie chez les enfants de moins de cinq ans; d'accroître la productivité agricole en augmentant durablement les rendements des petits exploitants et l'accès à l'irrigation; d'adopter des pratiques agricoles et de pêche en mer et en eau douce durables et de rétablir les stocks de poissons à des niveaux durables; et de réduire les pertes après récolte et les gaspillages de produits alimentaires (A/67/890, annexe).

80. Dans le cadre du processus de consultation pour l'après-2015, la FAO et le PAM ont lancé une Consultation thématique mondiale sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition, de concert avec le FIDA et Biodiversity International et avec l'appui du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la sécurité alimentaire et de la nutrition et d'un large éventail d'institutions contributrices et de partenaires, y compris la société civile et le secteur privé. Le processus de consultation, qui s'est déroulé à l'invitation des gouvernements de l'Espagne et de la Colombie, a débuté par des discussions en ligne, sous les auspices du Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition, qui ont duré de novembre 2012 à janvier 2013, suivies d'une consultation officielle avec les intéressés du Comité de la sécurité alimentaire mondiale en février 2013, puis s'est achevé avec la Consultation de haut niveau de Madrid en avril 2013.

81. La Consultation de haut niveau a permis de formuler une vision globale et divers éléments en vue de mettre un terme à la faim, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, qui ont servi à étayer le cadre de développement pour l'après-2015, en s'inspirant de principaux apports et recommandations du processus de consultation et en s'assurant l'engagement stratégique et politique des participants pour appuyer cette vision, susciter une prise de conscience mondiale et prendre l'initiative sur les questions de la faim, de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les négociations sur le programme pour l'après-2015²⁹.

82. Finalement, pour mettre un terme à la faim et la malnutrition, il importe de donner la priorité à une résilience accrue de l'agriculture et des systèmes d'alimentation en établissant des écosystèmes sains et dynamiques qui soient mieux à même de faire face et de répondre au changement climatique, aux phénomènes météorologiques extrêmes, aux nouvelles maladies, aux changements dans les phénomènes démographiques et aux troubles et crises économiques. La mesure dans laquelle les pauvres bénéficieront de la croissance économique dépend des niveaux initiaux d'inégalité, du degré auquel la croissance est génératrice d'emplois pour les pauvres et du secteur de l'économie où se situe cette croissance. Une croissance économique dans laquelle les petits exploitants, en particulier les femmes, jouent un rôle de premier plan contribuera de la façon la plus efficace à réduire l'extrême pauvreté et la faim en relevant les revenus de la main d'œuvre et en créant des emplois pour les pauvres des zones rurales³⁰.

²⁹ <http://www.worldwewant2015.org/food2015>.

³⁰ FAO, PAM et FIDA, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012*.

83. Pour assurer un développement agricole et une sécurité alimentaire durables, tous ceux qui le peuvent doivent orienter leurs efforts vers l'investissement dans les agents critiques : les petits producteurs hommes et femmes et leurs organisations, les pêcheurs, les éleveurs, les usagers de la forêt, les travailleurs ruraux, les entrepreneurs ruraux et les populations autochtones, dont dépendra le degré de succès du programme de développement au-delà de 2015.
